

Un «bouclier démocratique» contre la désinformation

UNION EUROPÉENNE Bruxelles veut aller de l'avant pour lutter contre les interférences étrangères et la manipulation d'opinions, notamment à travers un nouveau «centre pour la résilience démocratique». Moscou est visé, alors que la menace chinoise est à peine évoquée

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Un «bouclier démocratique» pour se prémunir de la «guerre d'influence» menée par la Russie contre l'Europe? C'est ce qu'a proposé la Commission européenne hier. Si l'exécutif bruxellois réfléchit à un «mur antidrones» en réaction à des incursions répétées de la part de Moscou dans l'espace aérien européen, il cherche également à lutter contre des agressions plus sournoises et moins visibles. Des ingérences au niveau des processus électoraux, la manipulation d'opinions, la diffusion d'«informations trompeuses» ou encore la falsification de faits historiques pour «chercher à éroder la confiance dans les systèmes démocratiques».

Aides financières pour les médias

Les exemples sont multiples. Il y a, entre autres, eu le psychodrame de l'élection présidentielle en Roumanie le 24 novembre 2024, qui a permis au candidat d'extrême droite Călin Georgescu, un ultranationaliste pro-russe, d'arriver en tête au premier tour grâce à un matraquage sur TikTok et de forts soupçons d'ingérences russes. Le Kremlin a qualifié ces accusations d'«attaques hostiles totalement infondées» et dénoncé un climat «d'hystérie anti-russe inédit». La Cour constitutionnelle roumaine a décidé d'annuler le scrutin. Au final, une nouvelle élection a eu lieu en mai 2025 et c'est le candidat pro-UE, Nicușor Dan, ancien maire de Bucarest, qui a remporté la mise face au candidat d'extrême droite George Simion.

Autre exemple: la Moldavie. La présidente Maia Sandu a fini par se faire

réélire en novembre 2024 mais dans un contexte de désinformation et de tentatives de déstabilisation maximales, entre achats de votes, menaces de mort, cyberattaques et «transports organisés» d'électeurs. Son parti pro-européen PAS a remporté les élections législatives en septembre dernier, malgré l'ombre de Moscou. Le président du Conseil européen, Antonio Costa, a félicité les Moldaves qui «ont choisi la démocratie, la réforme et un avenir européen, face à la pression et à l'ingérence de la Russie».

C'est peu après ces scrutins contestés et l'annulation du scrutin roumain que le vice-président américain J. D. Vance a choqué les dirigeants européens lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, en février 2025, pour affirmer que le danger pour l'UE ne venait pas de la Chine ou de la Russie, mais plutôt de l'intérieur, via la censure et la répression des voix dissidentes.

De vastes réseaux clandestins

Les constats d'ingérences étrangères sont là, reste à être en mesure de réagir efficacement. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, avait déjà articulé l'idée d'un «bouclier démocratique» en mai 2024, à la veille des élections européennes qui se sont soldées par une forte poussée de l'extrême droite. Et en mai dernier, une conférence FIMI (pour Foreign Information Manipulation and Interference) a réuni à Bruxelles 250 experts pour réfléchir aux meilleurs moyens de contrer ces menaces. Parallèlement, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), dirigé par la cheffe de la diplomatie Kaja Kallas, a publié un nouveau rapport et cartographié les incidents. En confirmant que la Russie et la Chine ont recours à des instruments toujours plus sophistiqués et à un «arsenal numérique massif» pour «manipuler les démocraties occidentales». Le rapport soulignait que ces actes s'appuient sur de «vastes canaux clandestins aux connexions

cachées, tels que Doppelgänger, African Initiative, Portal Kombat ou False Façade».

Concrètement, la Commission travaille autour de trois axes: la lutte contre la désinformation et la préservation de l'espace informationnel, le renforcement de l'intégrité des élections et des institutions démocratiques et, enfin, la sensibilisation des citoyens. Elle propose notamment des aides financières pour les médias actifs dans des pays membres de l'UE ou candidats où la défense de la démocratie est la plus chahutée. Une manière de lutter contre les «déserts médiatiques» et éviter la disparition de médias ou fusions inopportunes mettant à mal le pluralisme des opinions.

Autre mesure: créer un «centre européen pour la résilience démocratique», pour mieux coordonner les efforts de lutte contre la désinformation et les ingérences étrangères sur le continent, alors que plusieurs pays ont déjà des instances nationales. Une première tentative bruxelloise a eu lieu en 2019, à travers un «système d'alerte rapide». Sans succès. Cette fois, les institutions de l'UE, les Etats membres mais aussi les pays candidats ou potentiellement candidats devraient être impliqués, sur une base volontaire.

Fatigue informationnelle

Bruxelles compte également combattre la violence contre les journalistes et le personnel politique, monter un réseau indépendant de vérificateurs de faits (fact-checkers) et coordonner un réseau d'influenceurs sur les réseaux sociaux pour mieux sensibiliser le public. Les cyberattaques et le développement accéléré de l'intelligence artificielle préoccupent particulièrement Bruxelles. Ce «bouclier», couplé à une «stratégie de l'UE pour la société civile», repose sur des bases existantes, comme les législations sur le numérique.

Emmanuel Macron a de son côté choisi ce même jour pour entamer son «tour de France» centré sur les enjeux démocratiques à l'épreuve des réseaux sociaux et

des algorithmes. Le président français a lancé son programme depuis Toulouse.

Si dans l'ensemble, la nouvelle mission que se donne la Commission est saluée, des critiques émergent aussi. Les lenteurs de Bruxelles, qui n'a pas encore sanctionné le réseau social X accusé d'entraves répétées aux règles européennes sur le numérique, sont souvent pointées du doigt. «On ne peut pas avoir une enquête sur X qui est bouclée depuis aussi longtemps et ne pas en connaître les résultats ni les conséquences», a déploré auprès de l'AFP l'eurodéputée française Nathalie Loiseau (Renew), par ailleurs présidente de la commission spéciale sur le bouclier européen pour la démocratie.

De leur côté, Reporters sans frontières et l'Union européenne de radiotélévision (UER) se sont fendus d'une lettre ouverte, pour maintenir la pression. «Les sociétés libres reposent sur un socle commun de faits vérifiables. Sans cela, le débat démocratique se transforme en bruit, les gens se replient dans des «bulles» irréconciliables et l'extrémisme prospère en même temps que la fatigue informationnelle», écrivent-ils. Ils demandent notamment d'exiger que les algorithmes des réseaux sociaux accentuent la visibilité des contenus issus de sources fiables d'information au lieu de favoriser la désinformation et la propagande. Ou encore de mieux réguler les services reposant sur l'intelligence artificielle «de façon qu'ils répondent à des exigences minimales en termes de pluralisme et d'intégrité de l'information».

«Défendre la démocratie est notre première ligne de défense contre l'affrontement politique croissant, les conflits régionaux et mondiaux et les perturbations technologiques rapides», a insisté hier, depuis Bruxelles, Michael McGrath, le commissaire européen à la Démocratie, à la Justice, à l'Etat de droit et à la Protection des consommateurs. «La démocratie n'est pas une destination, mais un engagement quotidien, qui exige un renforcement et un renouvellement constants.» ■